

SERVICE COMMUN - SERVICES OPERATIONNELS
PARC AUTOMOBILE ET ESPACES VERTS

Convention d'adhésion partielle au service commun
Entre
La ville de GRASSE
et
Le syndicat mixte SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes

Adhésion au Service du parc automobile pour une durée de 6 mois.

ENTRE LES SOUSIGNEES :

La ville de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par Madame Valérie COPIN, première adjointe au maire, agissant au nom et pour le compte de la Ville, habilitée à signer les présentes en vertu d'une délibération n°2022-189 prise en date du 04 juillet 2023, visée en préfecture de Nice le .5. Juillet 2023

Dénommée ci-après, « **la ville** »,

ET

Le syndicat mixte SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes, identifiée sous le numéro SIRET 200 016 319 000 10, dont le siège est sis au 57 avenue Pierre Sébard 06130 GRASSE et représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte du Syndicat mixte, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°2020-15 du comité syndical prise en date du 18 septembre 2023, visée en Préfecture de Nice le.....

Dénommée ci-après, « **le syndicat** »,

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-4-2 et D 5211-16 ;

Vu la délibération n° 2022-189 du conseil municipal de la ville de Grasse prise en date du 06 décembre 2022 ;

Vu l'avis du comité social technique de la Ville de Grasse en date du 29 juin 2023 ;

PREAMBULE

En date du 1^{er} janvier 2023, il a été instauré un service commun pour les Services opérationnels du parc automobile et espaces verts entre la ville de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse porté par la ville de Grasse.

Dans une volonté commune de développer les pratiques des mutualisations, la ville de Grasse et le syndicat SCoT'Ouest se sont rapprochés afin d'amorcer une étape de mutualisation concernant la partie du Service parc automobile.

A l'issue de plusieurs mois de réflexion, un projet de mutualisation sur ce secteur a été dégagé consistant en l'expérimentation de la mutualisation du Service parc automobile de la ville de Grasse pour une durée de 6 mois, soit du 1^{er} juillet au 31 décembre 2023 au bénéfice de ces deux structures.

Il est proposé d'élargir l'actuel service commun dit Services opérationnels existant, sur la partie du périmètre correspondant au parc automobile à ces deux structures et de signer une convention d'adhésion partielle au service commun avec le syndicat SCoT'Ouest, fixant les modalités de de fonctionnement et de remboursement dudit service.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir le service mis en commun et décrire les effets de sa création sur les conditions de travail des agents qui y sont intégrés conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre du service commun, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité du service et traite les aspects financiers de cette création.

ARTICLE 2 : PERIMETRE ET MISSIONS DU SERVICE COMMUN

Après avoir recueilli les avis des instances consultatives du syndicat SCoT'Ouest et de la ville de Grasse, par la présente convention, les parties décident de l'adhésion partielle du syndicat SCoT'Ouest au service commun - Services opérationnels / service parc automobile, placé auprès de la ville de Grasse.

Ce service sera composé des fonctionnaires et agents contractuels de chacune des parties à la convention qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service ou partie du service mis en commun.

2.1 Périmètre

La ville de Grasse et le syndicat SCoT'Ouest décident de mettre en commun le Service parc automobile des Services opérationnels.

2.2 Missions mutualisées

Le service commun - Services opérationnels, est notamment chargé des missions suivantes :

- Le parc automobile est chargé de la gestion de l'ensemble du parc des véhicules et matériels roulants. A ce titre, il est le garant du bon fonctionnement de ces équipements et veille au maintien de la fiabilité technique de tous les véhicules. Ses principales missions sont les suivantes :
 - Planification du renouvellement du parc,
 - Gestion des opérations de réparations et d'entretien,
 - Suivi des visites techniques réglementaires.

2.3 Composition

Le service commun, pour sa partie Parc automobile, est composé de 8 agents, décomposé comme suit :

- ✓ Pas d'agent du syndicat SCoT'Ouest affecté à 100% de leur temps de travail au service commun ;
- ✓ 8 agents de la ville de Grasse affectés à 100% de leur temps de travail au service commun

Il est à noter qu'aucun agent du syndicat SCoT'Ouest ne sera transféré à la ville de Grasse.

Il également à noter qu'au regard du faible impact sur l'organisation, le plan de charge et de la durée ponctuelle de 6 mois de cette convention, les effets de cette adhésion n'auront pas pour effet, sur cette durée une modification de l'organisation actuelle.

Dans le cas d'une prolongation de cette convention ou d'une modification des conditions, l'élaboration de fiches d'impacts seront à prévoir.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS

Le service commun services opérationnels est géré par la ville de Grasse et lui est rattaché.

Conformément à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), les fonctionnaires et agents non titulaires de la ville de Grasse qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou partie de service en commun sont transférés de plein droit à la Ville de Grasse.

En application de ce même article, les fonctionnaires ou agents non titulaires qui remplissent en partie leurs fonctions dans un service commun, sont de plein droit mis à disposition, sans limitation de durée, à titre individuel, du syndicat SCoT'Ouest pour le temps de travail consacré au service commun. Leur situation est régie par une convention spécifique de mise à disposition.

Les agents ont été individuellement informés de la création du service commun dont ils relèvent mais ne peuvent s'opposer à ce transfert ou à la mise à disposition conformément au L5211-4-2 du CGCT.

ARTICLE 4 : GESTION DU SERVICE COMMUN

Les agents fonctionnaires et agents non titulaire qui exercent en totalité leur fonction dans le service commun ou partie de service, sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la ville de Grasse.

4.1. Pouvoir de l'autorité gestionnaire

La ville de Grasse, autorité gestionnaire, dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, le maire de la ville de Grasse, dispose du pouvoir d'évaluation des personnels mis en commun. Un rapport sur la manière de servir de l'agent transféré est établi au sein du syndicat SCoT'Ouest si celle-ci le souhaite. Ce rapport assorti le cas échéant pour les fonctionnaires d'une proposition d'évaluation est transmis au maire de la ville de Grasse qui établit cette évaluation.

Le pouvoir disciplinaire relève du Maire de la ville de Grasse, mais sur ce point, le syndicat SCoT'Ouest peut émettre des avis ou des propositions.

Les agents seront également rémunérés par la ville de Grasse.

La ville prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Elle fixe les conditions de travail des personnels transférés et prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe le syndicat SCoT'Ouest qui sur ce point émette des avis.

La ville délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale, après avis du syndicat SCoT'Ouest si celle-ci en formule la demande.

4.2. Modalité d'exécution des missions

Le Maire de Grasse prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Les évolutions ainsi que toutes modifications fonctionnelles du service mis en commun sont sous son entière responsabilité.

Il appartient à l'ensemble du personnel constituant le service commun, indépendamment de sa collectivité d'origine, de ses statuts, d'effectuer des missions pour le compte de la ville de Grasse et du syndicat SCoT'Ouest.

Toutefois les agents mis en commun peuvent être amenés à travailler prioritairement sur le territoire de leur ville d'origine.

ARTICLE 5 : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Président du syndicat SCoT'Ouest ou le maire de la ville de Grasse signataire de la convention, chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au directeur du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées avec les conséquences de droit qui y sont attachées.

ARTICLE 6 : MISE A DISPOSITION DES BIENS -VEHICULES

Les biens affectés au service commun restent acquis, gérés et amortis par la ville de Grasse, même s'ils sont mis à la disposition du syndicat SCoT'Ouest.

ARTICLE 7 : CONTRATS-MARCHES-CONVENTIONS

Les marchés, contrats et conventions liés à l'activité du service commun restent à la charge de la ville de Grasse pour ceux qui concernent les interventions sur le patrimoine ou les projets de la ville.

De la même manière, les marchés, contrats et conventions liés à l'activité du service commun restent à la charge du syndicat SCoT'Ouest pour ceux qui concernent les interventions sur le patrimoine ou les projets du syndicat SCoT'Ouest.

Dans le cas d'une utilisation de ces prestations par les services communs, la ville de Grasse sollicitera le remboursement au syndicat SCoT'Ouest et inversement.

La ville de Grasse pourra toutefois procéder à la passation de marchés publics pour des besoins relevant de l'activité des services communs indifféremment des interventions ou projets.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Les sommes exposées au titre de cette gestion ville relèvent des remboursements de frais visés à l'article 9 de la présente convention.

En cas d'affectation partielle d'un agent à un service commun, les agents mis à disposition agiront sous la responsabilité de la ville lorsqu'ils rempliront leur fonction au sein du service commun et sous la responsabilité de leur structure d'origine pour les fonctions pour lesquelles ils n'ont pas été mis à disposition

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité d l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 15 des présentes.

ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

9.1. Détermination du coût unitaire de fonctionnement

Le remboursement par le syndicat SCoT'Ouest à la Ville de Grasse se réalise en application du décret D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement définies par le syndicat SCoT'Ouest et la ville de Grasse.

Les charges prises en compte sont bien définies et sont concernées, les charges liées au fonctionnement du service et en particulier : les charges de personnel (rémunération des agents, régime indemnitaire et autres primes), les fournitures utilisées, le coût de renouvellement des biens, les contrats de services rattachés. D'autres dépenses pourront être comprises dans le coût unitaire, à condition que les deux parties l'acceptent par voie d'avenant.

9.2. Détermination des unités de fonctionnement

La convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation du service commun exprimée en unités de fonctionnement.

Il est convenu que l'unité de fonctionnement s'effectuera sur la base des prestations réalisées au réel, main d'œuvre, pièces et fournitures, pour le compte du syndicat SCoT'Ouest par la ville de Grasse signataire.

Un état à la fin des 6 mois devra dresser la liste des recours au service commun, convertis en unités de fonctionnement, sur la base des états trimestriels dressés par le chef du service commun.

9.3. Délai de calcul du montant de remboursement

Le coût unitaire est défini à partir des dépenses du dernier compte administratif, actualisé des modifications prévisibles de l'année d'exercice au vu du Budget primitif.

Il est porté à la connaissance de la collectivité chaque année avant le vote du budget. Le nouveau coût unitaire de l'année sera notifié à la ville par courrier.

9.4. Délai de remboursement

Le remboursement prévu au présent article s'effectuera annuellement à compter de la date de notification du montant du remboursement aux parties à la convention.

Le remboursement des frais s'effectue chaque année sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service commun convertis en unités de fonctionnement.

9.5. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et les dépenses spécifiques des services municipaux de la ville de Grasse et du syndicat SCoT'Ouest restent à la charge exclusive de la partie demandeur.

ARTICLE 10 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION DU SERVICE COMMUN

Un suivi de l'application de la présente convention pourra être mis en place afin d'examiner les effets de cette mise à dispositions. Il peut être assuré par un comité de suivi composé de représentants de chacune des collectivités parties à la présente convention.

ARTICLE 11 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2023 pour une durée limitée à 6 mois. Elle prendra fin de plein droit en cas de disparition du service commun.

ARTICLE 12 : DISPOSITIF DE REVISION

Une révision du domaine mutualisé et/ou des niveaux de services assurés par la Ville pour le compte de la partie signataire peut être envisagée par les parties. Elle devra faire l'objet d'une négociation qui prendra notamment en compte l'évolution de l'impact sur les ressources et moyens et la capacité de la Ville à les prendre en compte. Cette évolution pourra déboucher sur une révision des modalités de remboursement.
Toute révision se concrétisera par un avenant.

ARTICLE 13 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant, dûment approuvé et signé par les parties.

ARTICLE 14 : RESILIATION – DENONCIATION

La présente convention pourra être dénoncée unilatéralement par l'un des parties, par courrier, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la collectivité, notifiée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis de 3 mois avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

Dans cette hypothèse, les parties se rapprocheront afin d'évaluer les modalités de résiliation de la convention notamment les modalités de retour du personnel dans la commune d'origine ainsi que dans la détermination des montants des éventuels remboursements.

De même les contrats éventuellement conclus par la ville de Grasse pour des biens ou des services transférés ou mis à disposition pourront être transférés à la partie concernée pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée au bon soins du syndicat SCoT'Ouest dans les contrats conclus par elle pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 15 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le

Fait en deux exemplaires originaux.

**Pour la Ville de GRASSE,
La première adjointe au maire,**

**Pour le syndicat SCoT'Ouest
Le Président,**

Valérie COPIN

Jérôme VIAUD